



TOUS ENSEMBLE pour le progrès social !

Alors que le MEDEF est un des grands responsables de la situation catastrophique du pays, il en veut toujours plus, soutenu par les gouvernements successifs, sur le dos des salariés, retraités, privés d'emplois et étudiants.

Après leur avoir octroyé notamment un cadeau de 280 milliards d'€ d'exonérations de cotisations sociales et fiscales, le patronat exige toujours d'avantage. Or, ces cadeaux nous ont déjà conduits à des attaques contre les garanties collectives, une augmentation du chômage et de la précarité (près de 10 millions de personnes sont dans une situation de pauvreté.)

Aujourd'hui, au travers du pacte dit « de responsabilité », le gouvernement capitule, une fois de plus, devant le Medef. Dans un courrier aux Organisations Syndicales, Manuel Valls persiste à dire que le pacte de responsabilité est la bonne réponse : « le gouvernement s'engage, c'est sa responsabilité ». Il s'engage à quoi et pour qui ?

ENCORE DES CADEAUX AU MEDEF : (pacte de responsabilité = 40 milliards d'€ d'aides aux entreprises)

- 20 milliards d'€ de crédit impôt compétitivité emploi (CICE),
- 10 milliards d'€ supplémentaires d'exonérations de cotisations sociales patronales (financement de notre Sécurité Sociale),
- 2,5 milliards d'€ d'exonérations supplémentaires sur les cotisations sociales salariales (attaque directe sur notre salaire socialisé),
- 6 milliards d'€ de plus par la suppression de contributions sociales de solidarité sur les sociétés,
- 2,6 milliards d'€ de plus par la suppression de la surtaxe d'impôts.

ET L'ADDITION AU MONDE DU TRAVAIL : 50 milliards d'€ d'économies d'ici 2017 financés par :

- Gel du point d'indice et des salaires,
- Gel des pensions (au-delà de 1 200 €),
- Accompagnement à l'anéantissement du Code du Travail et des acquis sociaux,
- Destruction massive du Service Public par la poursuite de la suppression d'effectifs dans les trois Fonctions Publiques (Etat, Hospitalière et Territoriale),
- Recul sans précédent sur la convention UNEDIC : baisse des indemnités chômage, non prise en compte des intermittents, ...
- Remise en cause de la Sécurité Sociale (gel des allocations, multiplication des remboursements...),
- Fermeture des structures d'accueil de proximité : CAF, CPAM, centres de santé mutualistes, la poste, missions locales...

**Ce n'est nullement une fatalité mais bien des choix politiques.
Les moyens ne manquent pas, la CGT exige d'autres choix,
une autre répartition des richesses.
Il est temps d'en finir avec l'argent au service de l'argent.**

**La CGT appelle l'ensemble des travailleurs, retraités et privés d'emploi,
à se mobiliser pour construire ensemble
une société plus juste et solidaire.
D'autres choix sont possibles et nécessaires.**

LA CGT EXIGE :

- Le maintien et le développement de l'outil industriel, fleuron de notre pays, garant de nos emplois et aussi du financement de notre protection sociale solidaire,
- Le développement d'un Service Public de qualité et de proximité, rempart contre l'exclusion et seule protection contre les inégalités,
- Un financement de la Protection Sociale répondant aux besoins, aux aléas de la vie : maladie, maternité, accident du travail, retraite, chômage...,
- l'augmentation généralisée des salaires, pensions et revenus de remplacement.

**Comme l'ont démontré les salariés
d'Ascométal et de Fralib,
TOUS ENSEMBLE, NOUS POUVONS INVERSER LA DONNE !**

REJOIGNEZ LA CGT

✂-----
BULLETIN D'ADHESION

NOM : _____ Prénom : _____ Adresse : _____

Tél : _____ email : _____

Entreprise : _____

A retourner à

Union Départementale CGT des Bouches du Rhône

Bourse du travail – 23 BD C. NEDELEC 13331 MARSEILLE CX 03

Tél. : 04 91 64 70 88 – Fax : 04 91 95 78 24 – mail : ud-cgt-13@wanadoo.fr – www.udcgt13.fr